

le parti républicain est d'accord avec la politique de Roosevelt qui veut favoriser les traités de commerce réciproques avec les autres pays, tout en se déclarant partisan de la « neutralité absolue — et de la « non intervention »... tout au moins jusqu'au prochain conflit.

Nous avons déjà parlé dans « Prométéo » de la dictature « constitutionnelle » de Roosevelt. Suite à la tentative du capitalisme américain, au cours de l'année 1932 et au début de 1933, de maintenir sa prédominance sur les marchés, au travers du renvoi en masse des travailleurs, de la diminution des salaires, de l'augmentation des heures de travail, la population travailleuse en chômage avait atteint le chiffre épouvantable de 45,4 p.c.. Roosevelt obtint son premier succès grâce à la profondeur de la crise : le pays révolté balaya Hoover et attendit du nouvel élu qu'il fasse le miracle de ramener la prospérité. Roosevelt se mit à la besogne avec des moyens qu'il déclara infaillibles : la loi pour la reprise économique nationale « N. R. A. » et la dévaluation monétaire sous forme de « monnaie dirigée ».

Les principes de base de toute sa politique, connue sous le nom général de « New Deal », ont été : l'intervention de l'Etat dans l'Economie et les dépenses massives financées par l'inflation consécutive à la dévaluation monétaire.

Il s'agissait avant tout de prendre des mesures transitoires pour sauver les branches économiques et les catégories sociales dont la situation était désespérée.

Les banques avec leurs crédits gelés aux deux tiers ou aux trois-quarts et dont les déposants pris de panique réclamaient leur argent, avaient dû fermer leurs guichets. Les chemins de fer se trouvaient dans une situation aussi désespérée. Les fermiers, endettés qui avaient subi une baisse de 60 p. c. de leurs revenus, ne pouvaient plus s'acquitter de leurs charges et, enfin, les 3 millions de sans-travail de 1929 (début de la crise) étaient devenus une armée de 16 millions de chômeurs complets auxquels s'ajoutaient quelques autres millions de chômeurs partiels.

Après ces premières mesures de sauvetage, il s'agissait de provoquer la reprise générale des affaires et la hausse des prix et, par cela, fournir à l'économie privée sous-consommatrice le pouvoir d'achat nécessaire à cette reprise. Tout en grossissant

le revenu global, il fallait s'efforcer d'arriver à une distribution plus équitable et plus active des revenus en redressant les inégalités de prix dues à la crise : les salaires devaient monter plus que le coût de la vie; les prix agricoles, plus que les prix industriels. Il fallait, enfin, assurer pour l'avenir, les producteurs, les épargnants et les salariés contre une répétition de la catastrophe par un ensemble de réformes durables d'organisation et de prévoyance économique et sociale. Comme si on pouvait stabiliser la crise mortelle du capitalisme à notre époque qui représente la dernière phase de l'impérialisme.

Les codes de la N. R. A. fruits des « pensées » des membres du « Brain Trust » (Conseil des Cerveaux) comportèrent à la fois une réglementation de la concurrence destinée à rétablir les marges bénéficiaires détruites par la compétition effrénée et une réglementation sociale relative aux conditions de travail et aux rapports entre employeurs et employés. Chaque industrie était invitée à former une Fédération et à soumettre à l'approbation du Président, un code de... « loyale » concurrence par lequel chaque employeur s'engageait à ne pas licencier son personnel, à lui accorder un salaire minimum et au maximum 40 heures de travail.

Le Président avait le droit de modifier ce Code qui, par après, acquerrait force de loi, et lui seul pouvait accorder des licences. Au cas où une industrie ne réussirait pas à se mettre d'accord et à approuver un Code, le Président pouvait lui en imposer un, étudié par les experts du « Brain Trust ». En d'autres termes, il voulait freiner, sinon empêcher complètement, la concurrence, réduire la surproduction d'un côté et, de l'autre, provoquer une augmentation des salaires et une résorption du chômage. A notre avis, ce problème est du même genre que celui de la quadrature du cercle.

La réglementation agricole, A. A. A. — établie après un referendum — a établi de son côté, des primes aux restrictions agricoles compensées par des taxes à la transformation en vue de rétablir le pouvoir d'achat rural. Mais sa réussite est surtout le fait de trois mauvaises récoltes successives !

La « Reconstruction Finance Corporation » établissait des lois bancaires. Par son intermédiaire, l'Etat fit aux banques toutes les avances nécessaires, mais en même

temps elle leur imposait la différenciation entre banques de dépôts et banques d'affaires; une assurance-mutuelle des dépôts et un contrôle plus strict de la « Federal Reserve Board ».

Enfin, les réformes envisageaient l'assurance-maladie, vieillesse et chômage, établie à l'aide de la triple contribution des assurés, des employeurs et de l'Etat.

Toute cette série de réformes ont coûté et coûteront des sommes considérables, prélevées sur le budget fédéral. Ces sommes ont été presque entièrement fournies par les banques, sous forme d'inflation du crédit. Sur les 12 milliards de dollars, dépensés jusque maintenant une grande partie a servi aux travaux publics, forme sous laquelle l'Etat est venu en aide à l'armée des sans-travail, en remplacement de l'allocation de bienfaisance privée, devenue totalement insuffisante.

Plus intéressant serait d'examiner à fond le problème de l'augmentation du pouvoir — déjà si grand — du Président. On a appelé Roosevelt le « dixième » des dictateurs et en réalité son pouvoir acquis par les voies constitutionnelles est supérieur à celui de maints souverains. Les Ministres sont choisis par lui et ne sont responsables qu'envers lui. Son droit de veto en fait l'arbitre des lois et il accumule ainsi dans sa seule personne les pouvoirs exécutif et législatif. Dans tous les domaines, on assiste, en effet, à l'intervention de l'Etat et on peut considérer toute l'action de Roosevelt comme étant apparentée à celle des différents pouvoirs autoritaires qui tendent à se substituer au libéralisme-économique, aujourd'hui périmé. Avec l'aide des N. R. A., A. A. A., Reconstruction Finance Corporation, etc., le Président dirige tous les procès des industries-clés et la distribution des richesses aux Etats-Unis. Seulement, à la différence de ce qui existe en Italie, en Allemagne, en Autriche et au Portugal — où l'économie dirigée s'effectue au travers des Corporations qui ne sont que des rouages de l'Etat — aux Etats-Unis, cette même expérience s'effectue au travers de ce qu'on pourrait appeler un « Self-Government Economic » qui atténue l'intervention étatique.

Et maintenant, examinons rapidement l'influence du New Deal sur le mouvement ouvrier.

Nous avons déjà signalé que les Codes de la N. R. A. contenaient en principe la

reconnaissance légale des syndicats ou, pour être plus précis, le droit pour les ouvriers d'une entreprise de s'organiser en vue de réclamer un contrat de travail. La classe patronale, surtout dans les grandes industries (acières, automobiles, charbons, transports, textiles) continue à ne pas vouloir reconnaître ce droit, et l'admet tout au plus pour les organisations jaunes (patronales) et, dans la lutte contre les ouvriers, elle a toujours obtenu l'appui favorable des arbitres gouvernementaux.

C'est ainsi qu'on assista, à côté des troubles provoqués par les chômeurs (Minneapolis 1934) et la révolte des fermiers (Yoma et Wisconsin), à la vague formidable de grèves dans l'industrie, vague qui commença en 33 et atteignit son point culminant en 1934, avec la grève générale de San-Francisco et celle du textile qui engloba un demi-million d'ouvriers. L'action réactionnaire de l'A. F. L. et le manque d'un véritable parti de classe, rendirent stérile tout cet effort spontané de la classe ouvrière américaine, comme le démontrent les résultats des élections de 1936.

Comment la classe ouvrière prit-elle part à ces élections qui, en plus du Président, devaient élire les nouveaux députés et une partie des sénateurs ?

« Il y a eu, comme toujours des candidats socialistes et communistes », écrit le « Peuple », (il aurait pu ajouter, cette fois, un candidat à la présidence présenté par une Ligue ouvrière révolutionnaire), « mais la classe ouvrière s'est ralliée dans son immense majorité derrière Roosevelt. » Et cela est malheureusement vrai, non seulement en ce qui concerne les voix obtenues par Roosevelt, mais par les autres candidats, vu que les 36 millions de la population ouvrière des Etats-Unis ne s'est pour ainsi dire pas exprimée pour des candidats plus ou moins de classe.

Mais ce qui est faux, archifaux, c'est ce qu'ajoute le journal du P. O. B. à savoir que la classe ouvrière s'est prononcée pour Roosevelt parce que « celui-ci a réalisé avec des moyens strictement démocratiques et parlementaires une révolution (?) économique et sociale ».

Le mouvement ouvrier organisé aux Etats-Unis, est contrôlé par la A. F. L. qui englobe 4 millions d'adhérents. La A. F. L. est dominée par une clique de bonzes réactionnaires qui se sont toujours déclarés adversaires de la création d'un parti ouvrier.